



Agir par la Culture

2018

**ANALYSE #14**

# POUR UN ENSEIGNEMENT QUI RENONCE À LA SÉLECTION SOCIALE

Propos recueillis par **Julien Annart**,  
Membre du comité de rédaction d'Agir par la Culture  
et **Denis Dargent**, responsable du comité éditorial à PAC.



Avec le soutien de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles

# POUR UN ENSEIGNEMENT QUI RENONCE À LA SÉLECTION SOCIALE

---

Propos recueillis par **Julien Annart**,  
Membre du comité de rédaction d'Agir par la Culture  
et **Denis Dargent**, responsable du comité éditorial à PAC.

---

**Frédérique Mawet occupe aujourd'hui le secrétariat général de ChanGements pour l'égalité (CGé), un mouvement sociopédagogique qui prend une part très active dans les débats sur notre enseignement. Psychologue de formation, elle a voué son engagement professionnel à son désir d'être en constante interaction avec les réalités sociales, celles des plus démunis en particulier. Avec elle, nous avons discuté des grands défis à relever pour construire l'école de demain. Elle nous livre aussi l'analyse nuancée de son mouvement sur le très décrié « Pacte d'excellence », nom de la réforme de l'enseignement prévue en Belgique francophone pour les années à venir...**

## **JULIEN ANNART & DENIS DARGENT**

**De manière générale, comment analysez-vous la situation de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ?**

**FRÉDÉRIQUE MAWET** Quand on regarde les statistiques, globalement il n'y a pas photo : en termes d'échelle de réussite, notre enseignement assigne une place aux enfants qui est totalement en corrélation avec leurs origines sociales, socioculturelles, socio-écono-

miques... C'est une catastrophe ! Nous sommes parmi les enseignements les plus reproducteurs d'inégalités sociales. L'école transforme les inégalités sociales en inégalités scolaires. Nous analysons cela au CGé afin d'émettre des propositions de solutions et de mesures à prendre sur le fonctionnement, la structure et la pédagogie. Après, c'est une question de volonté politique...

**JA & DD** Mais justement, beaucoup de mesures différentes ont été prises au cours des dernières années ?

**FM** Oui, mais elles ont été toutes parfaitement inefficaces, et ce, pour des raisons que CGé a analysées et qui tiennent à la fois au temps et à l'absence de prise en compte de la dimension systémique des problèmes. Le politique n'a jamais créé les conditions nécessaires pour réformer profondément notre système scolaire. Il faudrait 15 ans de continuité, 15 ans de cohérence pour y arriver. Mais on n'a jamais eu cette continuité politique-là en Belgique, chaque nouveau ministre veut poser sa marque... De fait, il ne faudrait pas laisser l'enseignement aux mains des responsables politiques au rythme des législatures, il faudrait des accords beaucoup plus longs. Nous allons d'ailleurs organi-

ser une mission d'étude là-dessus. Quelles sont les conditions réunies par les pays, comme la Finlande par exemple, qui ont réformé fondamentalement leur système scolaire? Comment ont-ils fait pour créer la continuité, la cohérence et l'harmonie? Pour que les politiques arrêtent de considérer l'enseignement comme un bac à sable, un ring de boxe où ils se battent entre eux, entraînant le désespoir des profs? La question de la continuité et de la cohérence au niveau politique est capitale. Comment se donner des outils pour accompagner et pour évaluer ces processus de changements profonds qu'on met en place? Le politique n'a jamais mis en place ce qu'il fallait à ce niveau-là.

### **JA & DD Aujourd'hui, c'est ce qui est prévu avec le Pacte d'excellence ?**

**FM** Une série de raisons combinées font que notre enseignement est ce qu'il est: inégalitaire, ségréguant, ne mettant pas en place ce qu'il faut pour que les enfants des milieux populaires entrent dans les apprentissages. Si on veut sortir de ça, il faut articuler une série de mesures et les phaser dans le temps, c'est ce qui est prévu dans le Pacte d'excellence. Mais il faut réussir à installer tout ça sur le temps long, avec les moyens nécessaires et dans un système qui est gigantesque et complexe! L'enseignement c'est un paquebot, il y a un nombre d'acteurs invraisemblable. Et comment faire pour qu'un système avec des milliers d'acteurs produise, dans un temps raisonnable, un diagnostic commun?

### **JA & DD À ce propos, la procédure suivie a-t-elle suffisamment tenu compte de la parole des enseignant-es ?**

**FM** Beaucoup de profs disent: on ne nous a pas consultés! Mais c'était impossible de le faire. Un prof a conscience de son mal-être et de ce qui ne fonctionne pas dans son environnement, mais il n'a pas forcément la vision systémique qui lui permette de voir ce qu'il faut changer. C'était une gageure, il n'y a pas de procédure ni de réforme parfaite. Au CGé, notre parti-pris a été de mener une participation confrontante,

exigeante mais positive, s'investir et critiquer mais aussi proposer. C'est ce qu'on continue de faire, sans complaisance, on ne doit rien à personne, on fait de l'éducation permanente.

### **JA & DD La méthode s'est pourtant révélée assez satisfaisante...**

**FM** Pour que tous les acteurs de l'enseignement participent, il fallait fonctionner par relais. Tout d'abord les réseaux. À eux de faire en sorte que les diagnostics remontent, que la réflexion soit partagée, que les solutions soient travaillées. Ensuite les organisations syndicales. Les syndicats comme les réseaux sont des corps intermédiaires de l'enseignement, le Pacte les a associés largement. Il y a eu un nombre de gens incalculable qui a été impliqué dans des travaux longs, pendant trois ans. Et le travail n'est pas encore terminé.

### **JA & DD Revenons au Pacte d'excellence lui-même, La position de CGé semble relativement positive à son égard...**

**FM** Le Pacte en effet propose une vision systémique des problèmes et donc des solutions à y apporter, avec un phasage et des articulations entre les différentes mesures. Il y a aussi l'idée du tronc commun jusqu'à 15 ans, qui est un dispositif fondamental si on veut réduire les inégalités parce qu'il traduit un changement de paradigme: le fait que, entre 3 et 15 ans, l'enseignement renonce à trier et sélectionner et se donne clairement comme objectif de faire apprendre tous les enfants. Mais cela doit aller de pair avec le changement de la formation initiale et continuée des enseignants, et avec toute une série d'autres mesures... Or, j'entends déjà Benoît Lutgen (CDH) dire que d'ici 2 ou 3 ans, on va évaluer le tronc commun, alors qu'il va seulement démarrer! Si c'est à ça qu'on joue, on peut aussi arrêter tout de suite! Mais il faut en même temps rester très attentif à ne pas donner plus de prise à des gens qui critiquent et qui essaient déjà de casser le Pacte de l'extérieur parce qu'ils ne veulent pas du changement de paradigme.

**JA & DD** Ici se pose justement la question de l'influence politique. Ce qui frappe dans le débat sur l'enseignement c'est que certains partis, comme le MR, reviennent perpétuellement avec l'argument du nivèlement par le bas, alors que cette question paraît tranchée d'un point vu scientifique...

**FM** Pour arriver à réformer valablement un système scolaire, il faut un consensus fort. En Belgique il n'y a pas ce consensus fort. Or, il faut choisir : veut-on un enseignement obligatoire, entre 3 et 15 ans, qui sélectionne, qui trie – parce que globalement c'est ça que produit notre enseignement actuellement – ou veut-on un enseignement qui renonce à la compétition pour se centrer sur le faire apprendre ? On ne peut pas se permettre de continuer à former des jeunes qui sortent analphabètes fonctionnels, des jeunes de milieux populaires qui sortent la rage et l'humiliation au ventre...

On doit se donner les moyens pour que, entre 3 et 15 ans, toutes et tous apprennent les fondamentaux, à lire, écrire, calculer, etc. Mais aussi les savoirs et les capacités d'analyse nécessaires pour être citoyens et citoyennes dans le monde complexe d'aujourd'hui, comprendre ses enjeux écologiques, comprendre une série de choses qui seront fondamentales pour la société de demain.

Cela signifie-t-il que tout le monde va devenir médecin ou ingénieur et que ce sera bientôt la lutte des places ? Non certainement pas, mais on aura au moins réduit les inégalités, ce fossé insupportable et inacceptable.

**JA & DD** L'égalité des chances finalement, ça n'arrange pas tout le monde ?

**FM** L'égalité des chances, c'est une foutaise. La vraie question porte sur l'égalité des résultats. On a démocratisé l'entrée à l'école, on n'a absolument pas démocratisé la sortie ! Certains craignent que tout le monde puisse devenir ingénieur ou médecin. D'autres, nombreux, pensent que les enfants des milieux favorisés

pourraient en pâtir, parce que ça rabaisserait le niveau, ça porterait atteinte à leurs privilèges. C'est faux. Mais cela permettrait de sortir de cet enseignement ségréguant.

**JA & DD** Quel est le point de vue de CGé sur la formation initiale des enseignants ?

**FM** La réforme qui est sur table actuellement va rallonger le temps de formation. C'est bien, mais tout dépend ce qu'on en fait. La question fondamentale des rapports aux savoirs, de ce qui se joue sociologiquement pour les enfants des milieux populaires et qui fait qu'ils entrent difficilement dans les apprentissages... Est-ce que vous me croyez si je vous dis que la plupart des profs ne sont pas formés à ça ?

**JA & DD** On s'en doutait un peu...

**FM** Disons que, pratiquement, les hautes écoles forment beaucoup plus concrètement au métier et que l'université, normalement, donne plus de temps pour acquérir un bagage théorique plus important. Donc, ils se sont dit : « demandons-leur de fonctionner ensemble pour essayer de former des enseignants plus outillés ». Très bien, mais on ne s'est pas encore penché sur ce qu'il fallait leur enseigner : ça ne donne à ce jour pas plus de garanties sur ce qui va leur être enseigné... Et comment vont-ils faire pour éviter les bagarres de pouvoir entre les deux systèmes, qui va apporter quoi ?

Si on veut changer la formation des profs, il faut agir sur la formation des formateurs d'enseignants. CGé essaie d'agir depuis longtemps sur cette question et a organisé en janvier 2018 ses premières « Rencontres Didactiques pour Faire École » qui a réuni 80 formateurs d'enseignant pendant 5 jours et dont rend compte un web-documentaire.

**JA & DD Autre élément intéressant du Pacte, la réduction du nombre d'élèves par classe...**

**FM** Il est prévu de baisser le nombre d'élèves par classe dans les premières années, mais ça donne lieu à des débats contradictoires. Certains disent que ça n'a pas d'effet significatif sur la réussite scolaire. Une étude réalisée aux États-Unis dans les années 80-90 sur 6500 élèves a montré que si l'on réduisait de moitié le nombre d'élèves en classe pendant les 4 premières années de la scolarité, cela produisait un effet significatif et durable. Mais je reviens à ce que j'ai dit avant : tout cela doit être systémique. Si on dit que l'objectif est réellement de sortir de la compétition et de faire réussir tous les enfants et que, pour y parvenir, on diminue le nombre d'élèves par classe, on soutient les profs et on les aide à maîtriser cette question des rapports aux savoirs et toute une série de choses comme celles-là, alors on peut significativement améliorer le système scolaire. Mais ça prend du temps.

**JA & DD Dans les points d'ombre du Pacte, il y a la participation du cabinet de conseil McKinsey à sa construction. N'est-elle pas problématique ?**

**FM** Oui et non. La société McKinsey a une vraie expertise, c'est indiscutable. Elle a eu un accès aux données sur l'enseignement comme jamais aucune structure avant elle, tout en travaillant sous le contrôle à la fois du cabinet et du groupe central du Pacte, constitué des grands acteurs que sont les syndicats, les réseaux, les fédérations de parents, etc. Le résultat de ce travail est que McKinsey a produit un état des lieux sur l'école qui a notamment démontré les inégalités. Néanmoins, et CGé l'a dénoncé, McKinsey a accepté ce travail et a été choisi parmi plusieurs sociétés alors que le subside était sans rapport avec le volume de travail à fournir et ce, parce qu'ils ont par ailleurs été financés par des fondations privées alimentées par des grandes entreprises... Parce que les grandes entreprises un peu lucides aujourd'hui trouvent que l'enseignement produit tellement

d'analphabétisme fonctionnel qu'il en devient problématique pour leur recrutement. Mais ces grandes entreprises, qui ont financé McKinsey pour travailler dans le Pacte, se sont payées leur lobby au cœur même du Pacte. La ministre a assumé en affirmant que la Communauté française n'avait pas les moyens mais que le cadre permettait de contrôler le travail effectué. Certes, mais si l'on regarde quelles entreprises étaient membres des fondations qui ont donné l'argent à McKinsey, la plupart se sont retrouvées dans les scandales liés aux paradis fiscaux. La Communauté française a donc été privée par ces entreprises des moyens qui lui auraient permis de se payer en toute indépendance des acteurs, chercheurs, consultants de qualité et a dû bénéficier de la charité de l'investissement d'entreprises qui ont par ailleurs éludé l'impôt. Nous trouvons que c'est un comble et un problème sur le plan démocratique.

**JA & DD Au final, des objectifs et des acteurs différents arrivent aux mêmes conclusions dans le cadre du tronc commun ?**

**FM** Oui. Cela ne signifie pas qu'au bout de ce genre de réforme, en Finlande par exemple, les inégalités sociales aient été effacées, que chacun soit devenu universitaire ou que l'on soit sorti d'un monde concurrentiel. Simple-ment, il y a moins de gens en rupture, moins de gens analphabètes fonctionnels et cassés par l'école. Après, idéologiquement, qu'ajoute-t-on à cette formation minimum ? Les rend-on plus attentifs en termes d'enjeux politiques, idéologiques, économiques, etc. ? C'est une autre bagarre et j'espère qu'on tiendra les entreprises bien à distance de cette dimension-là.